



À L'EAU!

« IL FAUT (RE)DONNER LA GOUVERNANCE DE L'EAU À SES VRAIS PROPRIÉTAIRES, À SAVOIR LES HABITANTS DE LA PLANÈTE. L'EAU APPARTIENT À L'HUMANITÉ. ELLE N'APPARTIENT PAS AUX ÉTATS, AUX « ÉTATS-NATIONS ». À FORTIORI, ELLE N'APPARTIENT PAS AUX MARCHÉS, AUX ENTREPRISES, AUX ACTIONNAIRES. ELLE APPARTIENT AUX COMMUNAUTÉS HUMAINES, DES PLUS PETITES (LES COMMUNAUTÉS VILLAGEOISES) À LA PLUS GRANDE (LA COMMUNAUTÉ MONDIALE). »

« ON NE PEUT PAS LAISSER LA GOUVERNANCE DE L'EAU AUX LOGIQUES FINANCIÈRES ET MARCHANDES QUI NE GARANTISSENT LE DROIT DE VIVRE QU'ÀUX CONSOMMATEURS SOLVABLES ET AUX ÉPARGNANTS-PROPRIÉTAIRES/ACTIONNAIRES. POUR QUE L'HUMANITÉ SE (RÉ)APPROPRIE SON DROIT À VIVRE PAR ET AVEC DE L'EAU SAIN, AUJOURD'HUI ET DEMAIN, IL IMPORTE DONC D'INVERSER LES TENDANCES ACTUELLES À LA MARCHANDISATION DE TOUTE ACTIVITÉ HUMAINE ET À LA PRIVATISATION DE TOUT BIEN ET SERVICE. »

Le manifeste de l'eau (p. 131 et 132),

RICCARDO PETRELLA, Labor, Bruxelles, 1998, 150 p.

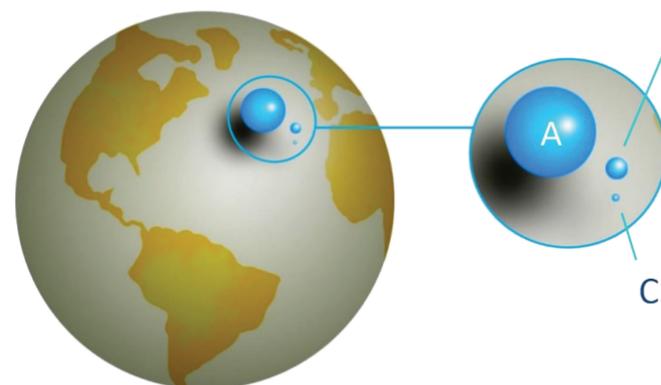
Riccardo Petrella est un politologue et économiste italien. Professeur à l'UCL et à la VUB, il a notamment fondé le groupe de Lisbonne, composé de membres universitaires, dirigeants d'entreprises, journalistes et responsables culturels, pour promouvoir des analyses critiques des formes actuelles de la mondialisation. À partir du Manifeste de l'Eau, il a fondé en 1997 le Comité international pour un contrat mondial de l'eau (dont il est le secrétaire général). À partir de 2003, il est l'initiateur de l'Université du Bien Commun dont les travaux à titre expérimental ont débuté en Italie (Faculté de l'Eau), en Belgique (Faculté de l'Altérité) et en France.

Défenseur du bien public et figure emblématique de l'altermondialisme, nous l'avons invité à Rochefort au Centre Culturel en 2008 à l'occasion d'une journée de rencontres et d'ateliers construite autour du documentaire « We feed the world » d'Erwin Wagenhofer, rassemblant des élèves du secondaire. On se souvient de ses prises de position plus générales contre la marchandisation du monde et pour la défense du bien commun contre la privatisation des ressources vitales pour l'homme (l'eau en particulier), ou encore du revenu d'existence accordé à tous les citoyens sans conditions.

CONTRAT RIVIÈRE POUR LA LESSE « QUAND TU BOIS DE L'EAU, PENSE À SA SOURCE »

L'impression que notre planète est recouverte d'une eau abondante, souveraine, émaillée çà et là de terres émergées est en réalité trompeuse. Sur le territoire de la Lesse, le Contrat de rivière regroupe tous les usagers de l'eau dans le but de maintenir ou de restaurer un bon état écologique de l'eau, par une gestion concertée, chacun dans le cadre de ses responsabilités.

Si, en surface, l'eau occupe 70% de notre globe, c'est en réalité un élément quasiment insignifiant au regard de la masse tellurique de la planète : si on condensait toute l'eau présente sur notre planète en une unique sphère (eau salée des océans, eau douce des glaciers, rivières, nappes phréatiques...), celle-ci serait représentée par la sphère A sur l'illustration suivante. Intéressons-nous maintenant aux deux autres sphères. En B : l'eau douce, à 99% inexploitable par l'homme car enfouie profondément dans le sous-sol. 1% seulement de l'eau contenue dans les nappes phréatiques est donc exploitable par l'humanité. En C : l'eau douce de surface constituée par les rivières et les lacs, directement exploitable, pour la consommation, l'industrie et le déplacement.



Pour résumer, moins de 1 % de l'eau sur Terre est de l'eau douce, exploitable par l'homme et la faune sauvage... L'appellation « d'or bleu » n'est donc pas usurpée, l'eau sur terre est bel et bien une ressource extrêmement précieuse tant pour le fonctionnement des écosystèmes naturels que pour la régulation climatique et dans sa part potable, pour la survie quotidienne de l'humanité.

L'eau des rivières et des grands fleuves a toujours été à la source de la naissance des grandes civilisations. Exemple fameux, la civilisation du Nil, née il y a 5000 ans aux abords du fleuve du même nom. Dans le monde et en Europe toutes les grandes villes historiques ont leur fleuve phare, Budapest et le Danube, Liège et la Meuse, Londres et la Tamise... Si, jusqu'à la révolution industrielle, la cohabitation entre l'Homme et la Rivière était relativement saine, le basculement au 19^{ème} siècle d'une société paysanne et artisanale vers une société commerciale et industrielle a très fortement impacté la qualité de nos cours d'eau et, dans une moindre mesure, celle de nos nappes phréatiques.

Les fleuves et les rivières importantes furent ainsi transformés en profondeur, pour permettre l'installation et le bon fonctionnement d'industries en tout genre, grandes consommatrices d'eau (comme agent de dissolution principalement mais aussi

comme force motrice). Malgré les réglementations imposant le traitement de leurs eaux usées, certaines substances restent difficiles à éliminer et se retrouvent ainsi dans l'environnement.

L'accroissement de la population depuis cette époque (et de ses besoins liés à l'amélioration du confort de vie), a également engendré des besoins accrus en eau. L'utilisation d'eau au quotidien entraîne le rejet d'eaux usées contenant des déchets organiques (toilettes, cuisine, douche...) et des produits chimiques (produits ménagers, désinfectants...). En l'absence d'une station d'épuration, cela engendre une pollution bactériologique et chimique de l'eau de nos cours d'eau.

Ensuite, il faut ajouter, depuis l'après-guerre, le développement d'une agriculture intensive employant de plus en plus d'engrais chimiques, de pesticides, d'antibiotiques, de désinfectants (élevages industriels) qui finissent par polluer les cours d'eau et les nappes phréatiques. La taille des élevages ayant fortement augmenté, les rejets organiques ont été plus importants. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a été décidé de réguler les épandages d'effluents (lisier, fumier) et d'empêcher l'accès du bétail aux cours d'eau.



Quelles sont les conséquences pour le milieu aquatique ?

La qualité de l'eau a évidemment un impact direct sur les milieux aquatiques, tant sur la faune que sur la flore. Le bon fonctionnement des écosystèmes dépend de la qualité de l'eau dans laquelle ils se trouvent, l'équilibre des milieux aquatiques étant très fragile. Les conséquences peuvent parfois être dramatiques : en avril 2020, la rupture d'un bassin de décantation dans le nord de la France contenant les eaux de lavage de betteraves a provoqué,

par asphyxie, la mort de dizaines de milliers de poissons et de certaines espèces d'invertébrés (libellules...) et d'amphibiens sur l'Escaut. Autre exemple, l'utilisation massive d'hormones de synthèse tant dans l'agriculture (élevages) que dans la vie quotidienne (médicaments) a pour effet la féminisation de certaines espèces aquatiques (poissons, reptiles...).

Quel que soit le type de pollution, un milieu naturel dégradé accueillera moins d'espèces différentes, moins de biodiversité. Or, il est dans l'intérêt de chacun de la préserver. Cette conscience écologique mettant en avant la problématique développement économique versus problèmes environnementaux ne date pas d'hier. L'ONG Greenpeace, pour ne citer qu'elle, a vu le jour en 1971 à une époque de grand militantisme. Néanmoins, le développement économique et le respect de l'environnement sont souvent difficilement conciliables. C'est pourquoi, il a fallu attendre 1992 pour voir les Nations Unies poser les bases d'une réflexion mondiale sur la préservation de la biodiversité lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Cette idée, novatrice à l'époque, de protéger les écosystèmes suit son chemin à de multiples niveaux, notamment à l'échelon Européen. Ainsi le 23 octobre 2000, la Directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire Européenne dans le domaine de l'eau, communément appelée « Directive-Cadre sur l'eau » a été adoptée. La mise en œuvre de cette directive voit apparaître les premiers Contrats Rivières dont le cadre légal, en Belgique, date de 1993.

Les Contrats Rivières de Wallonie et le cas du sous-bassin hydrographique de la Lesse

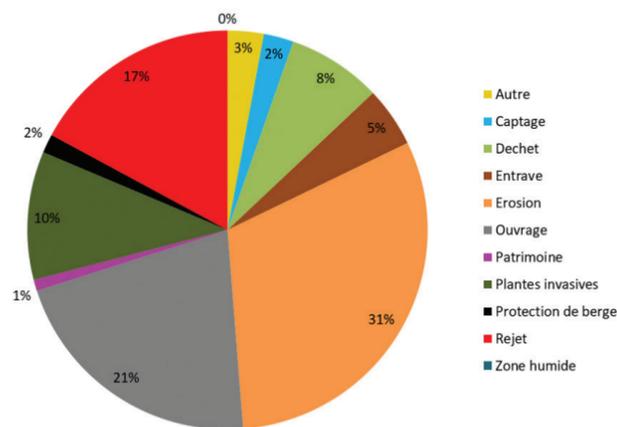
Élaboré en 2006-2007 à l'initiative des Naturalistes de la Haute Lesse, le Contrat de Rivière pour la Lesse fait partie du bassin versant de la Meuse. La Lomme et la Lesse en constituent les principaux cours d'eau. La Lesse se jette dans la Meuse à Anseremme, sur la commune de Dinant. La population du sous-bassin de la Lesse s'élevait en 2020 à 65.839 habitants. La densité de la population y est donc de 49,3 hab/km², contre une moyenne de 216 hab/km² pour la Wallonie. Ce sous-bassin est ainsi le moins densément peuplé des 14 Contrats Rivières de Wallonie. On s'en doute, les missions des Contrats Rivières, si elles sont similaires, varient d'un sous-bassin à un autre. Si les points d'attention et les problématiques traitées ne seront pas les mêmes dans un territoire urbanisé qu'en milieu rural, les buts visés et les moyens d'y parvenir sont sensiblement similaires. Un des objectifs est par exemple de favoriser la concertation entre les autorités compétentes de manière à ce que les différents intervenants s'engagent à restaurer et/ou préserver la qualité de l'eau des rivières et des nappes phréatiques.

► COMMENT Y PARVENIR ?

Cela peut passer par :

- Animer des groupes de travail pour trouver des solutions pragmatiques à diverses problématiques liées à l'eau (inondations, déchets sauvages, aménagement du territoire...).
- Susciter et coordonner des actions concrètes (levée des entraves à la libre circulation des poissons, lutte contre les plantes invasives...).
- Sensibiliser le public à l'impact de ses gestes sur les milieux aquatiques est également un point important : les Journées Wallonnes de l'Eau, pendant la deuxième quinzaine de mars, animations pour les enfants lors de stages ou à l'école, la tenue de stands d'information lors d'événements sur le territoire.
- Participer à des projets européens (Interreg, FEDER, LIFE...) afin d'agir sur un cours d'eau, de sa source jusqu'à l'embouchure fait également partie des missions d'un Contrat Rivière.

Pour atteindre ces objectifs, les équipes des Contrats de rivière dressent un inventaire de terrain afin de recenser les dégradations faites aux cours d'eau (pollutions, déchets, érosions, entraves, rejets d'eaux usées, plantes invasives...).



Ensuite, un programme d'actions est élaboré avec les différents partenaires. Dans ce programme d'actions, les communes, la Wallonie, les provinces, les acteurs locaux, le DNF,... s'engagent à résoudre les points noirs recensés. Les Contrats de rivière œuvrent aussi à mettre en évidence les atouts des rivières à préserver (sources de biodiversité exceptionnelle, patrimoine remarquable...).

► À L'ÉCHELLE INDIVIDUELLE, QUE PEUT-ON FAIRE ?

S'il est heureux, en Europe, de disposer d'un cadre législatif permettant d'enrayer la pollution de l'eau et de favoriser la biodiversité au sens large, il est cependant certain que les enjeux environnementaux et climatiques auxquels nos sociétés doivent faire face nécessitent l'investissement de toutes et de tous. A titre individuel, poser une multitude d'actes limitant notre pollution mais aussi de favoriser la vie d'une flore et d'une faune indigènes est avant tout une question de volonté et de prise de décision !

Par exemple, utiliser des produits ménagers, des cosmétiques d'origine naturelle et plus respectueux de l'environnement est un premier pas. Aujourd'hui de nombreux labels ont vu le jour permettent de repérer plus facilement ces produits. Limiter fortement notre consommation d'eau potable est également plus que souhaitable. Au vu des sécheresses successives depuis plusieurs années, apprendre à économiser la moindre goutte d'eau pourrait même devenir indispensable ! Et cela fait de toute façon du bien au porte-monnaie.

Plus globalement, en consommant des produits locaux et de saison, on réduit considérablement son impact sur l'environnement. En effet, les produits locaux n'ont pas nécessité de grands déplacements, et en respectant les saisons, on évite de devoir chauffer artificiellement des serres ou arroser abondamment des légumes/fruits mal adaptés à leur climat. En plus, on contribue à faire vivre les producteurs du coin.

Et si on a la chance de posséder un petit bout de terrain, mille et un gestes existent et sont autant d'actes à poser en faveur de la biodiversité (créer une mare pour accueillir la faune sauvage, récupérer l'eau de pluie, laisser un bout de jardin non tondu, placer des nichoirs à insectes...). Un site internet : www.ecoconso.be, regorge de dizaines de fiches pratiques à mettre en œuvre chez soi. N'hésitez pas, foncez voir !

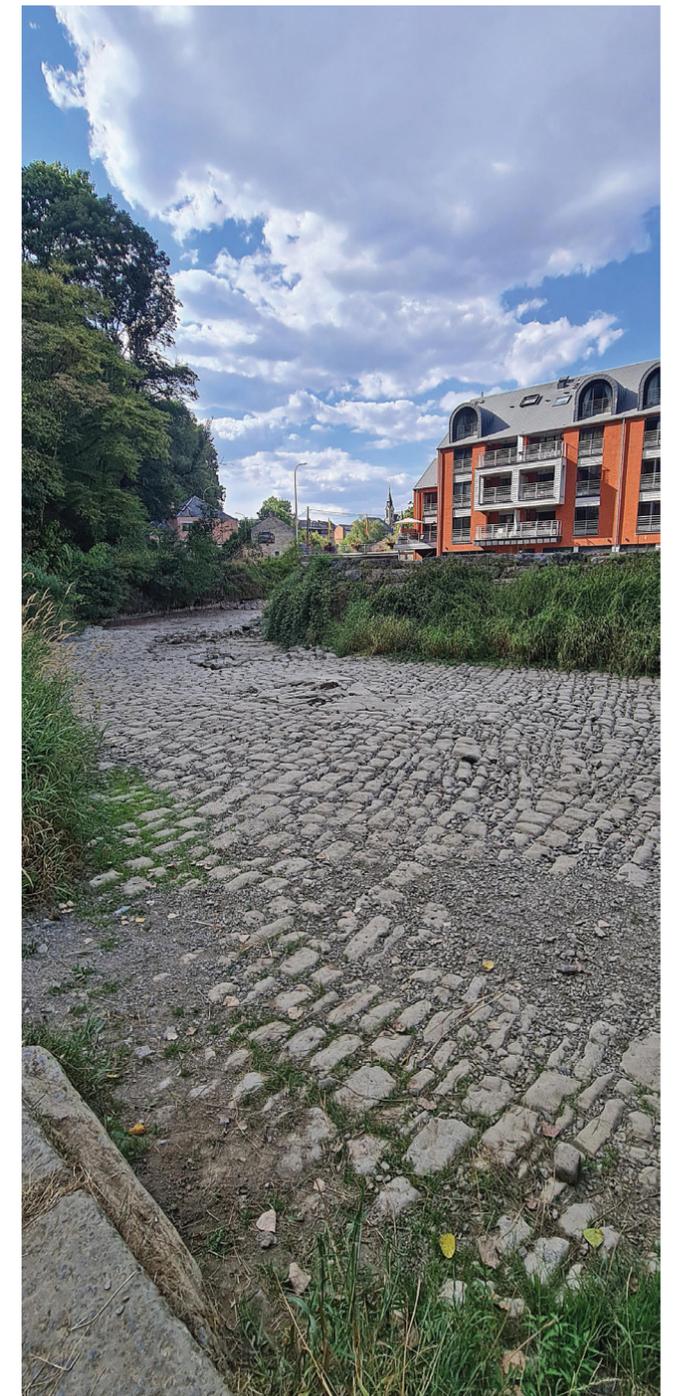
« *Quand tu bois de l'eau, pense à sa source* »

Proverbe Vietnamien

Un article du Contrat Rivière pour la Lesse.

Rue de Préhyr 12F à 5580 Rochefort
084/ 222 665 | info@crlesse.be

www.crlesse.be



PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
CRLesse.

SOURCES

<http://environnement.wallonie.be>
<https://fr.oceancampus.eu/cours/7Mc/la-pollution-de-leau>
<https://agronomie.info/fr/historique-de-lexploitation-de-leau/>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Pollution_de_l'eau

À L'EAU

LA SOURCE TRIDAINÉ À ROCHEFORT

PRÉSERVER NOTRE OR BLEU

En 2013, un projet d'approfondissement de la carrière de la Boverie, située sur les hauteurs de Rochefort, a montré le bout de son nez. En effet, son permis actuel arrivant bientôt à échéance, l'exploitation autorisée touche à sa fin, alors que le gisement de calcaire très pur (et donc très prisé) n'est pas épuisé, il se prolonge vers les profondeurs.

Ce projet d'approfondissement pose deux problèmes sur la question de l'eau. Problème 1 : sous la carrière se trouve une nappe phréatique, et si on creuse la carrière plus profondément, il faut trouver un système pour baisser le niveau de la nappe pour ne pas que la carrière soit inondée. Problème 2 : l'eau de la nappe alimente une grande partie des habitants de Rochefort en eau du robinet, et elle est aussi utilisée pour fabriquer les bières Trappistes de l'Abbaye de Rochefort, le tout par l'intermédiaire d'une source, devenue emblématique d'un conflit : la source Tridaine.

Rochefort est une ville d'eau. Pas une ville thermale, non... Plutôt une ville qui vit au rythme de l'eau, de son abondance... ou de sa pénurie ! En effet, depuis plusieurs années, la commune de Rochefort a connu plusieurs sécheresses inquiétantes en été, mais aussi des inondations quasi annuelles dans plusieurs de ses villages... jusqu'aux inondations catastrophiques de l'été 2021.

Revenons à notre projet de carrière. La technique proposée par le carrier (c'est-à-dire l'entreprise qui exploite la carrière), l'entreprise Lhoist, pour ne pas mettre en péril l'approvisionnement en eau était de pomper celle-ci, en creusant des puits profonds,

en équipant ceux-ci de pompes alimentées par des générateurs en surface, pour faire baisser le niveau de la nappe (et ainsi permettre de continuer à extraire le calcaire plus profondément) et restituer l'eau au niveau d'une galerie qui alimente la source, par des conduites, comme si rien ne changeait en amont de celle-ci.

Lorsque le projet a été dévoilé, de nombreux citoyens et citoyennes se sont posé beaucoup de questions, et puis ont émis de nombreuses craintes. Cette débauche d'énergie pour pomper l'eau (non-stop, et ad vitam) n'est-elle pas anti-écologique ? Va-t-on assécher la source ? L'eau sera-t-elle de la même qualité ? Ne va-t-on pas la gaspiller en en rejetant plus que nécessaire, alors qu'elle est si précieuse ? Ne va-t-on pas épuiser la ressource en diminuant cette précieuse réserve d'eau, alors qu'on pourrait en avoir besoin à l'avenir ? Tous ces travaux ne sont-ils pas dévastateurs pour la réserve naturelle que les conduites vont devoir traverser ? N'est-ce pas inquiétant que la ressource en eau se retrouve aux mains d'une entreprise industrielle privée et multinationale, alors qu'elle coule de manière naturelle et autonome aujourd'hui ? Qu'advient-il de ces pompes lorsque l'activité de la carrière prendra fin après 20 ans ?



À cette série de questions, d'ordre environnemental et éthique, s'oppose une autre, sociale et économique : l'activité brassicole de l'Abbaye, fleuron rochefortois, sera-t-elle en péril ? Mais d'un autre côté, si ce projet ne voit pas le jour, qu'advient-il des travailleurs de la carrière (103 à l'époque), puisque celle-ci fermerait alors ses portes en 2025 ? Quelles seront les répercussions économiques sur toute la filière bénéficiant de la chaux qui est produite grâce à l'activité de la carrière ?

Un comité de citoyens et d'associations locales s'est alors formé pour sensibiliser tout un chacun aux enjeux de ce projet : certains de manière créative, d'autres par une participation active aux procédures administratives de traitement des demandes de permis (enquêtes publiques, recours...), une concertation avec tous les acteurs et des interpellations politiques. Car heureusement, un projet de cette ampleur ne se fait pas d'un coup de baguette magique : une procédure de demande d'autorisation est nécessaire, et comporte des études, des avis d'experts, ainsi que l'avis de la population. Il y a donc eu une première demande de permis pour réaliser des tests de pompage, avant d'envisager tout approfondissement en tant que tel. Octroi du permis, puis recours, puis retrait du permis, puis refus, puis nouvelles demandes, puis refus, octroi recours... Aaaaaaah on ne s'y retrouve plus !



Toujours est-il que la vie des rochefortois s'en est trouvée quelque peu secouée, certains prenant parti pour le camp « carrière » et l'autre pour le camp « trappiste », car dans la région, outre les sensibilités environnementalistes, il y a évidemment des travailleurs et des travailleuses qui sont directement concernés. De plus, chacun des deux camps a déployé une campagne de communication pour tenter de convaincre la population et la Ville.

Quoi qu'il en soit, à l'été 2019, les tests de pompage ont été réalisés, avant d'être stoppés nets par une décision du tribunal qui dit que le trajet de l'eau avant d'arriver à la source ne peut pas être modifié (une histoire d'héritage de terrains entre plusieurs fils au 19e siècle, qui stipulait en gros qu'ils ne devaient pas se marcher sur les plates-bandes les uns les autres).

Au final, Tridaine est sauvée ! En tout cas pour l'instant. Car l'entreprise Lhoist n'a pas dit son dernier mot... En effet, du calcaire, il y en a encore à exploiter. Et s'il ne peut pas creuser vers le bas, il pourrait peut-être creuser sur le côté ? En direction de Marchen-Famenne, sur 14 hectares qui sont actuellement exploités pour l'agriculture. Une procédure de demande de permis a commencé, encore plus complexe, puisqu'elle implique un changement au plan de secteur (autrement dit des plans qui définissent légalement l'affectation du sol : résidentiel, agricole, industriel, etc).



La nappe serait-elle préservée ? Pas dit, car ôter la couverture de végétation et de roche actuellement située au-dessus, sur ces 14 hectares, a des conséquences beaucoup plus insidieuses. Pour schématiser : dans le cycle de l'eau, c'est l'eau de pluie qui alimente nos nappes aquifères, car si une partie s'écoule vers les rivières, une autre se fraye un chemin vers les profondeurs. Or pour arriver jusqu'à la nappe, la pluie traverse de nombreuses couches : la végétation, l'humus, le sol, la roche ... ce qui peut prendre un certain temps. Si on enlève certaines de ces couches, elle y parviendra beaucoup plus vite ! Or l'effet tampon des épaisseurs à traverser s'avère nécessaire pour une source comme Tridaine : pour sa qualité d'une part, puisque cette traversée permet une filtration de l'eau, et en quantité d'autre part. En hiver, il pleut beaucoup, elle déborde d'eau. En été au contraire, il fait plus sec, et Tridaine fournit beaucoup moins d'eau. Un petit délai est bien utile pour retarder le manque d'eau jusqu'à la prochaine pluie. Ce projet ouvre donc un nouveau chapitre...

Qu'est-ce que l'affaire de la source Tridaine a pu nous apprendre tout au long de ces 9 années de conflits ?

- D'une part, qu'il n'y a pas toujours des gentils et des méchants dans un conflit économique-environnemental. Nombre de citoyens très remontés dans ce conflit avaient un emploi à défendre, ou l'emploi d'un proche, ou un patrimoine à défendre (qu'il soit brassicole ou industriel), ou encore une source précieuse.
- D'autre part, que l'enjeu citoyen est très difficilement audible par les médias : l'« affaire » a toujours été évoquée en opposant le carrier Lhoist aux trappistes, en oubliant (ou méconnaissant) l'enjeu de l'approvisionnement en eau des habitants de Rochefort.

- Enfin, l'être humain a la mémoire courte, ou peut se montrer particulièrement égocentriste. Lorsqu'une décision communale interdit le gaspillage de l'eau en période de sécheresse, il arrive qu'on observe des pics de consommation durant la nuit, certains citoyens peu scrupuleux n'hésitant pas à remplir leur piscine ou à arroser abondamment leur pelouse discrètement...

Le travail du **Comité citoyen Tridaine** a bien sûr été influencé par les graves pénuries d'eau endurées par la commune lors de 5 des 6 derniers étés, et bien sûr par les inondations de 2021. Il a donc également régulièrement consulté, voire interpellé les autorités communales pour s'assurer que celles-ci envisageaient des mesures pour sécuriser l'approvisionnement en eau pour l'avenir. L'objet de son action a donc naturellement évolué vers l'enjeu de l'Eau, au-delà de Tridaine, au-delà de la carrière, voire au-delà de Rochefort : il est devenu le **Comité citoyen pour l'Eau à Rochefort**, qui assure une veille de la situation de la distribution de l'eau à Rochefort, et envisage divers projets de sensibilisation pour la préservation de cette précieuse ressource, notamment avec les acteurs de la jeunesse à Rochefort, entre autres le CIDJ.

En effet, la jeunesse est devenue rapidement aux yeux des membres du Comité comme un enjeu important. C'est bien sûr pour les jeunes qu'il est indispensable de faire comprendre l'enjeu de l'eau, car même dans un pays réputé pluvieux, on peut manquer d'eau, et en particulier d'eau de qualité qui soit potable. En effet, chez nous aussi le climat change, les pluies s'espacent, ou se font plus violentes.

L'émulation des jeunes pour le climat depuis plusieurs années, cristallisée par Greta Thunberg, démontre plus que jamais l'intérêt de la jeunesse pour son avenir. Interrompue par la crise du Covid (même si le(s) confinement(s) auraient pu être un énorme tremplin pour un changement de nos comportements à tous – mais on pourrait en parler longuement), les marches pour le climat, qui reprennent aujourd'hui, visaient à secouer le cocotier des dirigeants du monde entier en les mettant face à leurs responsabilités, « How dare you ? » (comment osez-vous ?).

Nous sommes vraisemblablement à un tournant, pour la question de l'eau à Rochefort, comme pour la lutte pour préserver notre planète. Il est temps d'envisager de nouvelles formes de lutte pour œuvrer dans le sens d'une transition écologique et sociale. Car soyons réalistes (mais pas défaitistes), la crise énergétique peut être un élément déclencheur pour opérer des changements de comportement, mais cela ne suffira pas pour la transformation profonde du système dont nous avons besoin !

BIG JUMP : EN JUILLET, ON SAUTE À L'EAU !

Chaque année, début juillet, est organisée aux quatre coins de l'Europe une action « Big Jump » qui consiste à se jeter à l'eau pour défendre la qualité de celle-ci. À Rochefort, on plonge dans la Lomme pour alerter sur l'état de nos cours d'eau et les pollutions qui s'y trouvent, pour défendre la qualité des eaux douces et la protection de nos rivières.



Portée historiquement à Rochefort par le CJC - Maison de Jeunes de Rochefort, l'action du 10 juillet 2022 est une belle occasion de sensibiliser les citoyens à la cause grâce à différents stands des partenaires associatifs impliqués à proximité du Pont de Pierre : le Contrat Rivière-Lesse, l'ASBL Kick, le Comité citoyen pour l'eau de Rochefort, la MJ Gamedella de Jemelle et le CIDJ. Parmi les dizaines de personnes de passage durant l'après-midi, une vingtaine de personnes ont choisi de se jeter à l'eau à 15h précises, comme d'autres un peu partout en Europe. Symbolique, le geste manifeste une volonté claire de préserver la qualité des eaux et leur libre accès.

Hélène Charue, coordinatrice du CJC nous fait part de sa volonté affichée de construire ce moment rassembleur en y impliquant plusieurs associations complémentaires : « Le Comité citoyen pour l'eau sensibilise à la question de l'approvisionnement en eau de Rochefort et l'asbl Kick Belgium aborde le volet inondations à partir de la question des bassins versants. Des jeunes membres de notre CJC et d'autres de la MJ Gamedella de Jemelle sont impliqués dans la logistique, le bar et la restauration. Nous tenons également à ouvrir un espace d'expression libre, proposé par le CIDJ, pour la population de passage d'autant plus concernée par la problématique de l'eau avec les inondations de 2021. »

C'est ainsi que nous installons un « porteur de parole ». Inspiré de l'éducation permanente, ce dispositif permet de rendre collectif une question souvent renvoyée à l'individu seul à travers une diversité de regards et de témoignages autour d'un thème qui fait société. Le porteur de paroles prend contact avec la société dans la rue, là où on rencontre des personnes qu'on ne rencontrerait pas forcément au quotidien ou dans des structures. La rue permet un mélange de cultures et d'expériences. Une question ouverte était ainsi affichée en grand sur une grande banderole interpellant les passants et les éléments de réponses amenés par le public et affichés peuvent produire de la résonance, du débat contradictoire et d'autres réflexions.

Luc FRIPPIAT

Pourquoi se jeter (ou pas) à l'eau ?

« Pour se rafraîchir les idées »

William

« Si l'on n'arrête pas la vague,
au moins on apprend à surfer »

Anonyme

« Pour jouer aussi »

Antoine, David et Céline, jeunes enfants

« Pour le symbole et la cohésion humaine »

Nicola LGI

« Je doute que cela fasse la différence,
mais au moins je suis sûr qu'il se passe
quelque chose ensemble cette après-midi »

Gaëtan

« Nous n'irons pas dans l'eau vu notre âge et nos difficultés, mais nous passons ici par solidarité. On fait ce qu'on peut quotidiennement, en sachant que l'air est sale aussi. Nous avons un jardin, j'évite un maximum les légumes de supermarché. Nous habitons ici le long, un peu plus haut, heureusement pour nous d'ailleurs. Quelques mètres plus bas, il y a un an nous avons vu la détresse des gens et nous la partageons toujours. Les dégâts matériels sont toujours visibles, ceux dans la tête des gens sans doute moins mais à jamais présents. Nous avons aussi constaté une entraide et un soutien remarquables à travers la population »

Des voisins de la Lomme

« Se jeter à l'eau, c'est sortir la tête de celle-ci. Respirer et prendre le temps de constater que l'on ne fait que passer, malgré nos traces indélébiles, l'empreinte de nos choix de vie, les conséquences de la consommation. L'eau étant la vie, protégeons-nous. Protégeons-là ! »

Kévin

RENDEZ-VOUS LE 9 JUILLET 2023 !

Commune par commune, KICK asbl en faveur de la biodiversité

Depuis décembre 2021, l'ASBL KICK accompagne quatre communes pilotes dans leurs démarches participatives d'identification et de mise en œuvre de solutions concrètes en faveur de la biodiversité. Ces quatre communes sont Rochefort, Amay, Chaudfontaine et Grez-Doiceau. Kick tente de mobiliser et tisser du lien entre les acteurs et actrices d'un même territoire afin de définir ensemble des solutions suivies d'actions mesurables pour lutter contre les causes d'érosion de la biodiversité.

Afin d'accélérer la transition écologique des territoires, l'ASBL travaille sur trois axes complémentaires : faire communauté pour créer une « Alliance pour la Biodiversité », partager des solutions concrètes et faciliter l'accès aux ressources financières.

Chacun de ces axes est doté d'indicateurs qui permettent un suivi des actions, d'évaluer leur impact et d'assurer la transparence sur les résultats. Concrètement, l'association accompagne gratuitement pendant 3 ans l'ensemble des acteurs locaux d'un territoire (citoyens, entreprises, associations, écoles et acteurs publics) dans la mise en œuvre d'actions en faveur de la biodiversité. Chaque commune est épaulée par un coordinateur ou une coordinatrice locale et peut s'appuyer sur une série d'outils développés par KICK.

Lors d'une première phase, un Plan d'Actions Communal KICK (PACK) Rochefort 2022 ambitieux doté d'un budget communal de 379 000 € a été mis en place. Ce plan d'action s'articule autour des sept leviers : alimentation, arbres et forêts, eau, déchets, bâtiments durables, énergie & mobilité, et transition juste. À ce jour, 18 actions ou pistes d'actions ont été identifiées et ont permis par exemple de soutenir

l'émergence de 12 projets portés par des citoyens, d'initier le creusement d'un réseau de 30 mares ou encore d'entamer le processus de certification durable PEFC pour 231 hectares de forêts. Récemment, KICK a lancé la distribution de 200 composteurs individuels à prix réduit avec le soutien de la commune et de l'association R.E.L.A.I.S. Pour suivre l'avancement des projets, rendez-vous sur le site Future Proofed Cities Rochefort. En parallèle, une autre phase s'ouvre avec l'identification et la mise en œuvre de 3 projets d'ampleur écosystémique appelés « Chênes ».

Rochefort est la première commune à avoir entamé une démarche d'accompagnement Kick. L'administration communale a libéré des ressources financières conséquentes pour le projet. Le territoire rochefortois est aussi fort avancé en termes d'identification et d'implémentation d'actions concrètes en faveur de la biodiversité. Avis aux jeunes des environs intéressés de faire « Alliance pour la Biodiversité » en s'investissant concrètement en faveur des vivants d'aujourd'hui et de demain, cette alliance se veut un espace de rencontres, d'échanges et d'actions conviviales ouvert à toutes et tous, petits comme grands.

POUR PLUS D'INFOS :

Simon LOOP
Coordinateur Local

simon.loop@kickbelgium.com - 0474/35 80 57

www.kickbelgium.be



INONDATIONS DES JEUNES RACONTENT LEUR IMPLICATION

En juillet 2021, la commune de Rochefort a subi de fortes intempéries provoquant des inondations extrêmement dommageables pour de nombreux habitants. Cet événement reste gravé dans la mémoire d'une grande part de la population. Comment des jeunes de la commune ont-ils vécu cela, comment se sont-ils impliqués par solidarité, quelle aide ont-ils apportée ? Nous en avons discuté avec Pierre et Dario, deux jeunes Jemellois de 12 ans, avec Eline Lemmens (stagiaire de la MJ Gamedella) et deux habitants de Lessive, Evghenii, 16 ans et Ayana, 14 ans.



Les jeunes rencontrés commencent d'abord par me parler de cet événement impressionnant qui les a tous marqués, certains plus profondément que d'autres. Eline m'explique qu'elle s'est déplacée depuis son domicile pour aller prêter main forte à sa belle-famille. Sur le moment-même, elle me dit ne pas s'être vraiment rendu compte des conséquences. C'est plus tard, en se promenant dans la rue qu'elle a constaté les dégâts. « Ça faisait

mal au cœur. C'est fou de se dire qu'une inondation peut détruire autant l'environnement. C'est assez impressionnant. Certains se sont retrouvés sans rien, ils ont été vraiment fort impactés. Quand mon copain a filmé par la fenêtre, on aurait cru qu'on vivait dans une rivière. Les vagues venaient à côté de la maison. Le jardin était débordé. Les images de la pompe à essence Texaco qui était remplie d'eau jusqu'au dessus... On aurait pu croire que c'était des images photoshopées tellement c'était impressionnant. »

À la question de savoir si c'est important pour eux d'apporter leur aide et leur soutien, tous sont unanimes sur le fait que c'était logique et naturel. Ils n'ont pas été obligés mais savaient que leur place était là, auprès des gens qui en avaient besoin. Pour eux, ça coule de source. Ils me disent : « On est là, on va aider, on ne se pose pas la question ! »

Ils soulignent également l'entraide et le soutien entre citoyens et Eline ajoute la présence d'ouvriers communaux : « Tout le monde s'aidait, c'était beau à voir. Les gens de la commune sont passés avec un gros camion et des sacs de sable pour mettre devant toutes les maisons. On a senti qu'ils étaient vraiment présents. Ils se sont quand même déplacés, ils avaient des tenues spéciales parce qu'ils étaient en train de marcher dans l'eau. Ils ont agi

vite. Des amis sont venus, les voisins s'entraidaient. Tout le monde faisait de son mieux, même si beaucoup étaient traumatisés. »

Dario ajoute : « Ce sont surtout les civils qui ont aidé et la commune un peu. On s'est beaucoup entraîné. Sans cela, on ne s'en serait pas sorti. Mon beau-frère et mon oncle ont aidé des gens à monter leur voiture sur le parking de la gare. Mon beau-frère était dans l'eau, il a bu la tasse plusieurs fois mais il n'a pas hésité. » Même constat pour Pierre : « J'ai aidé mes grands-parents le lendemain à déplacer tout ce qu'il y avait à bouger dans la maison. On a vu des voisins traumatisés, mais tout le monde s'aidait. »

Ayana souligne la différence qui existe entre une ville plus impersonnelle et un village où on se connaît, au moins de vue. D'après elle, l'entraide est d'autant plus forte si on connaît les gens dans le besoin. Evghenii : « Les jeunes étaient autant présents que les adultes. Ça donne l'image qu'on est là pour les autres, même si on n'est pas majeur, notre présence a autant d'importance. »

Lorsqu'on discute du territoire, s'il doit être repensé ou ré-aménagé, les réponses divergent. Eline me dit : « C'est une possibilité mais ça va coûter cher. Et puis, les inondations, ça n'arrive pas tous les jours, c'est assez rare. Ça pourrait s'envisager mais il faudrait pas mal de finances pour aménager tout ça. » Dario reste plus catégorique : « Non, le territoire est très bien comme ça. C'est juste qu'il y a eu trop d'eau d'un coup. On n'a pas su gérer ça. » Evghenii, lui, pense « qu'il y a une certaine urgence et qu'il va falloir s'adapter. Les choses changent très vite en comparaison aux années précédentes. »

Ayana et Evghenii sont « habitués » aux inondations. Leur village de Lessive en subit chaque année ou presque. Evghenii m'explique avoir été « surpris par l'état du village car ce n'était jamais arrivé avec autant d'ampleur. Des mesures avaient été prises pour que ça n'arrive plus. C'était donc surprenant que cela soit encore arrivé. Des digues avaient été construites tout autour de la Lesse vers le village pour éviter les inondations. Chaque année, l'eau monte un peu mais jamais au-dessus. Cette fois-ci, c'est passé au-dessus et d'un coup ça a tout rempli. On est conscient qu'on a été épargné. À Rochefort, une maison s'est fait emporter, donc finalement, nous, on s'en sort bien. »

Ayana sait que le dérèglement climatique n'est pas pour rien dans cette situation exceptionnelle et, tout comme son frère, elle pense que de telles inondations se reproduiront probablement. Elle me dit également que « c'est compliqué d'avoir une emprise en temps que citoyen, il faudrait plutôt repenser les choses mais au niveau communal ou plus haut. »

Ils en tirent malgré tout des leçons. Tous m'expliquent que cet événement et leur implication lors de ces journées modifient leur vision d'avenir. Aucun d'entre eux ne souhaite s'installer



dans une zone inondable, tout en étant conscients que de fortes inondations, comme celles vécues en juillet, n'épargnent pas certaines zones, à priori moins susceptibles d'être inondées. « Quand on a vécu un événement tel que celui-là, on se rend compte de tout le travail nécessaire pour tout reconstruire. C'est assez compliqué et prenant de devoir faire tout ça. Donc moi, je réfléchirai à l'endroit où m'installer. Il m'arrive parfois d'être légèrement stressée quand on me dit qu'il va pleuvoir et qu'il y a peut-être des risques d'inondations. Il faut du temps pour tout reconstruire, donc si après quelques jours ça revient déjà, c'est décourageant. Je ne veux pas vivre comme ça. Je sais déjà que je n'habiterai pas en zone inondable », conclut Eline.

Quand je leur demande s'ils sont engagés pour d'autres causes, ils me répondent par l'affirmative. Evghenii : « On est engagé dans le projet des paraboles (collectif citoyen de recherche sur le projet immobilier sur les site des Antennes de Lessive), avec d'autres jeunes du village. On ne sait pas faire beaucoup mais on essaie de faire entendre notre parole, de signer les pétitions. On s'implique comme on peut, c'est déjà quelque chose. »

Ayana : « Quand il y a des marches, des manifestations, on est là avec d'autres jeunes du village. On se renseigne pour participer lorsque des choses sont proposées. On a également participé à une marche pour le climat dans le village, il y a quelques années. Déguisés, nous, les habitants de Lessive et des environs, avions fait entendre notre voix pour le climat. »

Evghenii m'explique que les informations sur le changement climatique, il les obtient via les réseaux sociaux mais surtout par



l'école. « On nous parle des conséquences que ça a, on nous dit que c'est vraiment important, qu'il faut faire attention, que nos actes comptent en tant que citoyen. Les professeurs nous donnent des trucs pour agir, ils organisent des événements à l'école. Par exemple, l'année passée, il y avait quelques profs qui encadraient des jeunes pour aller en vélo à l'école, ils ont également mis en place des potagers avec les élèves. ». Ayana ajoute : « On parle de covoiturage, on s'organise pour que ça fonctionne. On ne nous parle pas vraiment du dérèglement climatique dans un cours précis, mais certains profs plus concernés par le sujet en parlent librement avec nous. » Evghenii poursuit : « En 4^{ème}, on parle de la gestion de l'eau, de la faim dans le monde et du réchauffement climatique. On découvre alors qu'il existe plus de gens qui ont faim que de gens qui sont bien. C'est choquant. On ne se rend pas du tout compte. On apprend aussi que certains pays ne pourraient même pas assurer la nourriture pour tous.

Sur le sujet de la gestion de l'eau, on étudie surtout des cas aux Etats-Unis avec des systèmes d'irrigation, la quantité d'eau pompée

pour une ville, le niveau de l'eau qui diminue et cette ressource qui n'est pas infinie. Je sais maintenant que le pourcentage d'eau utilisable est très faible et on l'utilise pour des trucs non vitaux, genre des vêtements ou des objets inutiles. »

Je leur demande alors s'ils ressentent une certaine pression, un certain poids sur leurs épaules concernant l'avenir de l'humanité et les nombreux défis à relever. Ayana dit ressentir un peu ce poids sur ses épaules sans qu'elle ne se mette pour autant la pression. Evghenii ajoute que « c'est plutôt un avertissement. On se dit qu'après ce sera pour nous, on devra aussi faire quelque chose. On pourrait déjà commencer maintenant. » Est-ce que l'avenir et ce qu'ils devront prendre en main les inquiète ? Evghenii : « Pas trop. Comparé aux années précédentes, j'ai l'impression que plus de gens se sentent concernés par l'avenir sur cette planète. On est plus nombreux à faire attention. Du coup, je me dis que c'est sur le bon chemin, que ça va aller. ». Ayana reste confiante : « Il n'est pas trop tard pour agir. »

Mélanie FOUART

